

Jambon a tenté d'acheter des vaccins anti-Covid... juste pour les Flamands

L'Echo - Belga - 07/01/21

Jan Jambon a tenté de commander des vaccins supplémentaires à Pfizer... uniquement pour la Flandre. DÉFI dénonce la déloyauté du ministre-président flamand .

Le président de DÉFI François De Smet a dénoncé ce jeudi les tentatives du ministre-président flamand Jan Jambon (N-VA) d'**acheter des vaccins anti-Covid pour la seule Flandre**, en contournant la procédure européenne sur laquelle s'étaient accordés les Vingt-sept.

Cette démarche du nationaliste flamand traduit son "**mépris vis-à-vis des accords européens et, accessoirement, de tout principe de loyauté fédérale**", a dénoncé M. De Smet sur Twitter. Cette critique a notamment été appuyée par le ministre bruxellois de la Santé, Alain Maron (Ecolo).

Jan Jambon avait reconnu mercredi au parlement flamand avoir téléphoné en personne chez Pfizer - dont le principal laboratoire fabriquant le vaccin anti-Covid se situe à Puurs (province d'Anvers) - ainsi que dans d'autres laboratoires pour **voir si la Flandre pouvait "acheter à part" des doses supplémentaires du vaccin**. "Pour le moment, la porte est fermée, mais on me tiendra au courant", avait-il commenté.

Soucieux d'éviter une concurrence déloyale entre eux, les États membres de l'UE et la Commission s'étaient mis d'accord il y a plusieurs mois pour mandater cette dernière afin de négocier des accords avec différents producteurs de vaccins, dans le cadre d'une approche européenne centralisée.

"**Le but n'était pas de contourner le Fédéral ni les accords européens**, nous voulions surtout signaler que nous étions candidats pour acheter des vaccins dès que ce sera possible", c'est-à-dire au terme de la procédure européenne, a justifié le cabinet Jambon, cité dans Het Nieuwsblad.

Lire aussi | [Pfizer suggère de prélever plus de vaccin dans un même flacon](#)

Lundi, le gouvernement allemand avait surpris en annonçant **un achat, sur une base bilatérale, de 30 millions de doses supplémentaires du**

vaccin BioNTech/Pfizer. Mais selon la Commission, cette commande doit être vue comme partie intégrante du lot de 100 millions de doses sur lequel l'exécutif européen détient une option, en plus des 200 millions de doses initialement commandées.

Quant au reproche que l'Allemagne se serait ainsi réservé près d'un tiers du stock optionnel de vaccins BioNTech/Pfizer, la **répartition entre États membres se fait sur base de la population**, a rappelé la Commission, en ajoutant qu'il n'était pas exclu que certaines capitales réclament davantage de vaccins et d'autres moins.